

LE PRADET (Var)



23 ARR PM PERM 153

**ARRÊTÉ PERMANENT****STATIONNEMENT REGLEMENTE LIMITE A 48H AUTOUR DE L'ESPACE DES ARTS  
ET DE L'ECOLE CHARLES SANDRO**

Nous, Hervé STASSINOS, Maire de la commune de Le Pradet, Vice-président de la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, Conseiller Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2212-2, L2212-5, L2213-1 et suivants et L2214-3

**VU** le Code de la route et notamment ses articles L130-5 et suivants, R130-2, L325-1, L325-2 et suivants, R 325-1 et suivants, R417-10, R 417-11, R 417-12 et suivants

**VU** le Code Pénal et notamment ses articles R610-5 et 644-2

**VU** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

**VU** l'arrêté du 6 décembre 2007 relatif au modèle type de dispositif de contrôle de la durée du stationnement urbain,

**VU** la convention de fourrière liant la Ville de Le Pradet et le garage BOCQUET-DULAC, la décision municipale N°17-DCM-DGS-076 du 26 juin 2017,

**VU** la demande effectuée par Monsieur Le Maire de la Ville de Le Pradet,

**Considérant** qu'il incombe au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police de la circulation, de veiller à assurer la sûreté et la commodité du passage dans les rues, places et voies publiques ;

**Considérant** le nombre de véhicules en stationnement abusif autour de l'Espace des Arts, il convient de réglementer la durée afin de libérer des espaces pour les usagers du cinéma et de la salle polyvalente.

**Considérant** qu'il est nécessaire de prendre les mêmes mesures autour de l'école Charles Sandro afin de limiter le nombre de véhicules en stationnement abusif,

**ARRÊTONS**

**Article 1** : Le stationnement de tous les véhicules à moteur sur les parkings autour de l'Espace des Arts, sur l'Esplanade des Arts, sur l'avenue de la Libération, sur la rue Pelegrin et sur la rue Pierre de Coubertin, sera considéré comme abusif sur une durée excédant quarante-huit heures maximum (48h).

**Article 2** : Seuls les véhicules autorisés par arrêté municipal pourront déroger à cette mesure.

**Article 3** : Les autres véhicules contrevenants aux dispositions seront verbalisés et/ou mis en fourrière aux frais, risques et périls des propriétaires.

**Article 4** : Les services de la Police Municipale et Nationale sont chargés d'assurer le contrôle du stationnement.

**Article 5 :** Les Services Techniques sont chargés de la mise en place de la signalisation réglementaire pour permettre l'application du présent arrêté.

**Article 6 :** Le présent arrêté sera publié au registre du Maire et un extrait sera affiché au poste de police municipale.

**Article 7 :** Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Commissaire Divisionnaire chef du District de Toulon, la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la notification et l'exécution du présent arrêté.

Le Maire,

<b>CET ACTE PEUT ETRE CONTESTE</b>
<b>LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS</b>
- Le recours contentieux : devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <a href="http://www.telerecours.fr">www.telerecours.fr</a> .
- Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire Pour ce dernier recours, l'absence de réponse dans les 2 mois qui suivent la demande équivaut à un refus.